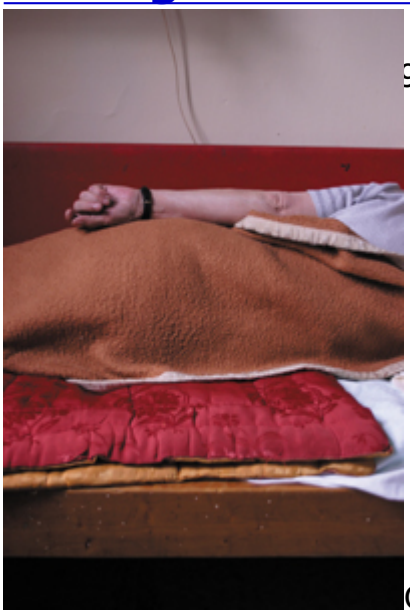
La vague de froid tue en Hongrie



9 - 13:43

Comme presque partout en Europe, la vague de froid de cet hiver – combinée avec les situations de détresse de beaucoup de personnes appartenant aux couches les plus défavorisées de la population – a causé de multiples tragédies en Hongrie.

Erika Szûcs, titulaire du portefeuille social et du travail au gouvernement a annoncé le 12 janvier que depuis le début du mois 40 personnes avaient péri à cause du froid. Seulement un quart des victimes étaient des sans-abri, la majorité de ces personnes étant mortes de froid chez elles, souvent dans des chambres sans chauffage. Depuis un an, on a dénombré une centaine de victimes de l'hiver: des chiffres qui provoquent la consternation des uns et la protestation des autres et qui incitent les autorités et les gens de bonne volonté à se mobiliser pour prévenir autant que possible de telles tragédies.

Malgré l'existence de multiples structures sociales d'accueil et d'assistance, la situation est difficile pour plusieurs raisons. Tout d'abord les lieux d'hébergement ne peuvent accueillir que la moitié des SDF, même si, dans les situations d'urgence, ils

ouvrent bien entendu leurs portes à tout le monde.

Selon Bernadett Budai, porte-parole du gouvernement, on dénombre 5000 places dans les centres d'hébergement de jour, tandis que pour la nuit, on dispose de 6500 places dans les différentes institutions de secours et d'hébergement temporaire. De plus, quelques 800 places dans des institutions d'accueil permanent sont assurées auxquels s'ajoutent encore quelques 1000 à 1200 lits dans différentes installations temporaires. Pourtant encore beaucoup de SDF passent ces dures journées sans un toit au-dessus de la tête, et ce malgré les grands efforts que font les différents services sociaux pour les retrouver là où ils campent, pour les ramener aux centres d'aide ou, du moins, pour leur assurer des vivres, des boissons chaudes, des vêtements chauds et des couvertures. Et la Croix Rouge assure des repas chauds dans les „cuisines populaires" – l'équivalent hongrois des 'restos du cœur'.

Les hommes politiques, les organismes d'état, les ONG et les services médicaux s'activent et lancent des appels à la solidarité, en évoquant en même temps les responsabilités respectives. On a également parlé de la nécessité de légiférer en la matière et de régler par la loi le devoir d'assistance aux personnes en danger. De telles propositions ne manquent pas de la part du Premier Ministre Ferenc Gyurcsány, ni de la part du principal parti d'opposition, le Fidesz.

Déjà le 7 janvier, Máté Szabó, l'ombudsman des droits des citoyens, a lancé un appel au gouvernement, aux organismes de prévention des catastrophes, aux services d'urgence, à la police, aux dirigeants des autorités locales et départementales, aux notaires et aux maires des communes afin de faire tout le nécessaire pour empêcher de nouveaux décès. Il a également demandé aux fournisseurs d'énergie de ne pas couper le gaz ou l'électricité à ceux qui ne paient pas leur facture, au moins pendant la durée de la vague de froid. Parmi ceux qui sont morts dans leur appartement certains n'avaient en effet plus de chauffage depuis plusieurs jours pour diverses raisons. Le groupe énergétique EON Hungária a immédiatement réagi en annonçant un moratoire relatif aux "mauvais payeurs" pour la durée de la vague de froid.

La porte-parole du gouvernement, tout comme Lajos Korozs, secrétaire d'état aux affaires sociales, ont souligné qu'au delà du pouvoir des autorités gouvernementales et locales, il appartient à tous, et surtout aux voisins immédiats, de veiller et d'assister les personnes en danger – en premier lieu suivre en permanence la situation des plus démunis, des personnes âgées et isolées qui vivent dans leur

propre lieu d’habitation, car il faut détecter à temps les situations à risque.

Gábor Zongor, secrétaire général de l’Association Nationale des Gouvernements Locaux a souligné que, selon la loi, c’est l’Etat qui est le responsable général pour la sécurité des citoyens, et il incombe à l’Etat de décider comment il partage cette responsabilité avec les autorités locales. Or selon les règles en vigueur ce sont les autorités locales qui doivent assurer les conditions nécessaires à la survie des différents groupes en danger. Il manque pourtant un plan d’urgence pour les situations extrêmes de grand froid, estime M. Zongor - un tel plan nécessiterait un financement plus important et beaucoup plus de personnel social que le nombre disponible.

Malgré de telles difficultés, des initiatives locales pour prendre en charge les personnes en difficulté abondent. La vague de froid glacial révèle souvent la vraie chaleur humaine des gens.

D.B.

- 1 vue

Catégorie
Agenda Culturel